EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai à vingt heures quinze minutes, le conseil municipal de cette commune, s'est réuni à la Mairie en session ordinaire, sous la présidence de M. Bruno DUGUEY, Maire.

Etaient présents : ANDRE Jacques, Isabelle AUBRIS, DELARUE Charlotte, DUGARD Michel, DUGUEY Bruno, DUGUEY Céline, GALLARD Cyrille, HOSTE Éric, LE SECQ Jérôme, VAN LAËYS Amandine,

Étaient absents excusés : CHARTIER Didier, GRANDCOLLOT Thomas (a donné pour voir à Bruno DUGUEY), DESBOIS Yoann,

Etaient absents : BISSON Dominique, DEVAUX Médéric

Formant la totalité du conseil municipal

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 10

Nombre de suffrage exprimés : 11

Date de convocation : 13/05/2025

Date d'affichage : 22/05/2025

Secrétaire de séance : Cyrille GALLARD

Ordre du jour :

*approbation du compte rendu du 03/04/2025

*Délibérations :

1. RECRUTEMENT DE SAISONNIERS POUR CET ETE

2. DEMANDE D'ENREGISTREMENT DE LA CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE METHANISATION à FONTAINE ETOUPEFOUR

*Compte rendu et informations des diverses commissions communales

*Questions diverses et informations du maire

Monsieur Cyrille GALLARD est élu secrétaire de séance à l'unanimité des membres présents.

Le compte rendu du 03/04/2025 est approuvé à l'unanimité.

M. le maire demande à ajouter à l'ordre du jour la délibération sur la modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Falaise. Cet ajout est accepté à l'unanimité des membres du conseil municipal.

1. CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE EN CDD POUR BESOIN SAISONNIER ETABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3, 2° DE LA LOI N°84-53 DU 26 JANVIER 1984 MODIFIEE A TEMPS NON COMPLET : DELIBERATION N°08-2025

Le Maire rappelle à l'assemblée :

-**Conformément** à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

-**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-3et 34

-Vu le tableau des emplois,

-**Considérant** la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique non- permanent à temps non complet à raison de 15/35^{ème} hebdomadaire ou 45 heures par mois en raison de l'accroissement saisonnier de l'activité d'entretien des espaces verts et des massifs de fleurs.

- **Le maire propose** à l'assemblée la création d'un emploi d'adjoint technique non- permanent à temps non complet à raison de 15/35^{ème} par semaine ou 45 heures par mois pour effectuer l'entretien des espaces verts et des massifs de fleurs à compter du 30 juin 2025.

Cet emploi non- permanent doit être pourvu par un agent non titulaire en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article 3 2° de la loi susvisée, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

L'agent non titulaire sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint technique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des membres présents, d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

2. SOCIÉTÉ ÉNERGIE VALLÉE ORNE ODON : ENREGISTREMENT D'UNE DEMANDE DE CONSTRUCTION D'UNE UNITÉ DE MÉTHANISATION A FONTAINE ÉTOUPEFOUR ET VIEUX : DELIBERATIN N°09-2025.

Monsieur le maire :

- présente le dossier de demande d'enregistrement présentée par la Société ENERGIE VALLE ORNE ODON dont le siège social est situé au lieu-dit le Mont Haie 14790 FONTAINE ETOUPEFOUR, représentée par M. Bertrand PENLAE, relative à une demande de construction d'unité de méthanisation à FONTAINE ETOUPEFOUR et à Vieux

-Précise qu'une consultation du public est ouverte du 12 mai au 11 juin 2025 inclus

sur la demande d'enregistrement et que le conseil municipal doit donner un avis au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de la consultation soit avant le 26 juin 2025.

Après la présentation du dossier, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents, donne un avis favorable.

3. MODIFICATIONS DES STATUTS – REPRESENTATION DES MICRO-REGIONS AU BUREAU COMMUNAUTAIRE ET TOILETTAGE DES COMPETENCES : DELIBERATION N°10-2025

Par délibération du 15 mai 2025, le conseil communautaire s'est prononcé favorablement sur la modification des statuts portant sur les micro-régions et sur une écriture actualisée des compétences.

Les conseils municipaux des communes membres sont appelés à se prononcer à leur tour sur la modification statutaire du système des micro-régions et sur le toilettage des statuts communautaires.

Ainsi, il s'agit :

- d'une part, actualiser le nombre de représentant par micro-région en tenant compte de l'évolution de la population et en modifiant les termes de l'article 5,
- d'autre part, modifier des intitulés de compétences déjà exercées par la Communauté de communes, supprimer des compétences non exercées.

Le détail de ces modifications est exposé ci-dessous.

I - ACTUALISATION DU NOMBRE REPRESENTANT PAR MICRO-REGION :

Compte tenu du nombre important de communes membres au sein de la Communauté de communes du Pays de Falaise, elle s'appuie sur les micro-régions pour assurer une représentation équitable de la population au sein du bureau communautaire.

Historique

En 1995, lors de la création du District, ce mode de fonctionnement politique est mis en place afin d'assurer cette meilleure représentativité. Cependant, ce sera seulement en 2005, après sa transformation en communauté de communes en 2000, que ce mode de fonctionnement ce voit être définie dans ces statuts. Cependant, depuis cette date, la répartition des représentants de micro-région est restée inchangée, malgré l'évolution de la population ou encore l'arrivée de nouvelles communes sur le territoire (5 communes depuis 2005 : Courcy, Jort, Louvagny, Vicques en 2009 et Vendeuvre en 2017).

Les seules évolutions ont été la prise en compte de demande de changement de microrégion (Bernières d'Ailly ou encore Pierrepont).

Ce constat nécessite de revoir cette répartition, afin de la rendre plus équitable au vu de la répartition démographique du territoire actuellement.

Proposition

Une comparaison a été réalisé à partir de la répartition actuelle des micro-régions avec deux populations disponibles sur l'INSEE :

- celle de 1999, pour retrouver des chiffres expliquant les raisons de cette répartition initiale ;
- et celle de l'année 2022 (derniers chiffre mis en ligne par l'INSEE).

Il a été constaté l'évolution de la population et sa nouvelle répartition sur le territoire qui ressort actuellement déséquilibrer et qui n'est plus pertinente.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

La proposition nouvelle est de calculer le nombre de représentants de chaque Micro-région proportionnellement à la part de ses habitants sur la totalité de la Communauté de communes. Le tout en conservant les dix-huit représentants définis composant le bureau communautaire.

Simulation 18 délégués, proposition au pourcentage d'habitants				
Nombre de délégués	Arrondi	Nombres d'habitants total	Pourcentage d'habitants par microrégion	Population total/nombre de délégués
1,29	1	1961	7,16	1961
2,07	2	3141	11,47	1571
1,33	1	2023	7,39	2023
5,09	5	7744	28,29	1549
3,06	3	4654	17,00	1551
1,84	2	2799	10,23	1400
1,82	2	2766	10,10	1383
1,50	2	2286	8,35	1143
18		27374	100	

Afin :

- de conserver dans les statuts une représentativité des élus en fonction du territoire ;
- de ne pas créer de blocage entre les élections par le conseil communautaire et le résultat des votes correspondants et respecter les dispositions des statuts,

Il est proposé de modifier cette répartition et en conséquence les statuts comme il suit :

Sur proposition des délégués de chaque micro-région, le conseil communautaire désignera un bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents et de membres conformément aux dispositions de l'article L5211.10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La désignation des membres du bureau se fera a minima par micro-région selon la répartition suivante :

- *1 membre pour le secteur n° 1*
- *2 membres pour le secteur n° 2*
- *1 membre pour le secteur n° 3*
- *5 membres pour le secteur n° 4*
- *3 membres pour le secteur n° 5*
- *2 membres pour le secteur n° 6*
- *2 membres pour le secteur n° 7*
- *2 membres pour le secteur n° 8*

Soit un nombre a minima de 18 représentants, le Président élu étant exclu de ce nombre et comptabilisé en plus dans les effectifs du bureau.

Si des communes venaient à demander leur adhésion, à la Communauté de communes, il est convenu qu'elles seraient rattachées au secteur géographique le plus proche.

II - TOILETTAGE DES STATUTS

Certaines compétences statutaires doivent être toilettées afin de les actualiser.
Les modifications retenues sont les suivantes :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

Intitulés actuels dans les statuts	Proposition de rédaction nouvelle
<u>Compétence développement économique et touristique (B)</u> <u>Onglet patrimoine (B-10)</u>	
Constitution de collections d'intérêt communautaire (liste)	<i>Supprimer la notion de liste d'intérêt communautaire.</i>
<u>Compétence protection et mise en valeur de l'environnement (H)</u> <u>Onglet contribution à la transition énergétique: énergies renouvelables (H-1)</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - Développement éolien : - mettre en place une Zone de Développement Eolien - implanter des parcs éoliens - préserver les espaces naturels - favoriser le développement économique local - Etudes préalables (pour les installations photovoltaïques) - Plan climat air énergie territorial (PCAET) : élaboration animation et coordination 	<p><i>Supprimer la partie développement éolien</i></p> <p><i>Supprimer Etudes préalables (pour les installations photovoltaïques)</i></p> <p><i>Sortir le PCAET de l'onglet « contribution à la transition énergétique : énergies renouvelables » et l'inscrire de manière indépendante sous un nouvel onglet</i></p> <p><i>Plan climat air énergie territorial (PCAET) : élaboration animation et coordination</i></p>
<u>Compétence action sociale d'intérêt communautaire (K)</u> <u>Onglet « actions permettant le maintien à domicile des personnes âgées » (K-1)</u>	
<i>service portage de repas</i>	<i>Soutien aux associations de maintien à domicile des personnes âgées au travers du service de portage de repas</i>
<u>Compétence activités culturelles (L)</u> <u>Onglet école de musique (L-1)</u>	
<i>[...]« les harmonies de Falaise et de Potigny sont déclarées d'intérêt communautaire »</i>	<i>Supprimer cette phrase</i>
<u>Compétence chenil (P)</u>	
Compétence création et gestion d'un chenil	<i>Compétence gestion d'un chenil</i>

Le Conseil municipal

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-5 et L5211-17 ;
- Vu les dispositions de la loi du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités ;
- Vu les dispositions de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité qui supprime les compétences dites optionnelles ;
- Vu la délibération n°43/2025 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Falaise approuvant les modifications statutaires sus évoquées ;
- Vu la notification de cette délibération par le Président de la Communauté de communes du Pays de falaise aux maires des communes membres de l'EPCI
- Considérant que ces modifications statutaires sont soumises à l'approbation des conseils municipaux des communes membres dans le délai de 3 mois à compter de cette notification,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la modification des statuts de la Communauté de communes :
- à compter du renouvellement des conseils municipaux en 2026 ;

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

• **LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS RELATIF AUX MICRO-REGIONS AINSI QU'IL SUIIT :**

Sur proposition des délégués de chaque micro-région, le conseil communautaire désignera un bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents et de membres conformément aux dispositions de l'article L5211.10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La désignation des membres du bureau se fera a minima par micro-région selon la répartition suivante :

- 1 membre pour le secteur n° 1
- 2 membres pour le secteur n° 2
- 1 membre pour le secteur n° 3
- 5 membres pour le secteur n° 4
- 3 membres pour le secteur n° 5
- 2 membres pour le secteur n° 6
- 2 membres pour le secteur n° 7
- 2 membres pour le secteur n° 8

Soit un nombre a minima de 18 représentants, le Président élu étant exclu de ce nombre et comptabilisé en plus dans les effectifs du bureau.

Si des communes venaient à demander leur adhésion, à la Communauté de communes, il est convenu qu'elles seraient rattachées au secteur géographique le plus proche.

- à effet du 1^{er} septembre 2025

• **LA MODIFICATION DES TERMES DES COMPÉTENCES STATUTAIRE AINSI QU'IL SUIIT :**

○ **LA SUPPRESSION DES TERMES SUIVANTS :**

- ✓ au chapitre patrimoine : [...] *d'intérêt communautaire (liste)*
- ✓ au chapitre Protection et mise en valeur de l'environnement : *Développement éolien :*
 - *mettre en place une Zone de Développement Eolien*
 - *implanter des parcs éoliens*
 - *préserver les espaces naturels*
 - *favoriser le développement économique local*
 - *Etudes préalables (pour les installations photovoltaïques)*
- ✓ au chapitre action sociale d'intérêt communautaire : *portage de repas*
- ✓ au chapitre activités culturelles : [...] « *les harmonies de Falaise et de Potigny sont déclarées d'intérêt communautaire* »
- ✓ au chapitre création et gestion d'un chenil : *gestion d'un chenil*

4. QUESTIONS DIVERSES ET INFORMATIONS DU MAIRE

4.1 COMMISSION FLEURISSEMENT : Les plantations pour le fleurissement de la commune se sont bien passées. Il y avait une quinzaine de bénévoles.

4.2 COMMISSION TRAVAUX : acceptation du devis d'un montant de 1030 euros pour modifier le trottoir afin qu'un habitant en fauteuil roulant puisse accéder à son habitation.

4.3 Le terrain tennis va être traité afin d'enlever la mousse.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21h15.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 22 MAI 2025

’,
Délibérations : N°08-2025, N°09-2025, N°10-2025,

Le Maire, Bruno DUGUEY	
Le secrétaire : Cyrille GALLARD	